

J'aimerais vous parler de deux questions qui revêtent une importance capitale. La première concerne l'engagement pris par le présent gouvernement dans l'édification d'une économie solide. Et la deuxième a trait à l'engagement de ce même gouvernement envers un Canada uni. Je parlerai d'abord de notre engagement relatif à une économie solide.

En septembre 1984, le présent gouvernement a été confronté à la tâche monumentale de rebâtir l'économie canadienne. Les seize années précédentes de mauvaise gestion nous ont précipités sur la pente de l'anéantissement économique avec des déficits insoutenables, une productivité chancelante et une compétitivité internationale en régression. Afin de renverser la situation, nous devons changer l'orientation économique du Canada. Et c'est ce que nous avons fait.

Pour redonner confiance aux investisseurs nous avons pris des mesures telles que la réduction du déficit, la réforme du régime fiscal, le démantèlement des obstacles à l'investissement étranger, la réforme de la réglementation économique, la privatisation et l'amélioration des stratégies en matière de marché du travail.

Les résultats sont connus. Ces cinq dernières années, le Canada a dépassé la performance de presque tous les autres pays du monde industrialisé.

Depuis septembre 1984, l'expansion de l'économie canadienne a été de 20 pour cent en termes réels. Le dollar canadien est ferme. Et l'inflation a été maintenue à 5 pour cent.

Plus de 1,5 million d'emplois ont été créés. Plus de la moitié de ces nouveaux emplois sont détenus par des femmes. Le niveau de l'emploi s'est accru dans toutes les provinces du Canada. Le taux national de chômage est passé de 11,6 à 7,4 pour cent; la chute du taux de chômage chez les jeunes est encore plus spectaculaire puisqu'il est passé de 18,2 à 11 pour cent.

Ici, dans les provinces de l'Atlantique, quelque 108 000 nouveaux emplois ont été créés dans les cinq dernières années. Notre région a vu son produit intérieur brut réel s'accroître de 3 pour cent au cours de chacune des trois dernières années.

Notre taux de chômage régional de 12,4 pour cent est encore trop élevé, mais les progrès sont nets par rapport aux ruineux 16,8 pour cent de 1984.

Pour notre région, aucun instrument de politique fédérale n'est plus important dans ce processus que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). La Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique a récemment déclaré que l'APECA est «la meilleure chose qui soit arrivée au Canada atlantique depuis bien longtemps». Je suis d'accord.